

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

# **Immobilier à Dakar : 240 milliards suspects dans le circuit**

- Economie -

Date de mise en ligne : jeudi 3 novembre 2011

---

**Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde**

---

**Sur les 500 millions de dollars de l'immobilier en construction à Dakar, seuls 20 ont une traçabilité au niveau des banques de la place. Cette révélation de l'Onudc, contenue dans une récente étude et rapportée hier par Mouhamadou Mbodj du Forum civil, ouvre les suspicions sur l'immobilier au Sénégal.**

source : [www.walf.sn](http://www.walf.sn) - octobre 2011

Ceux qui soutenaient que le rythme de construction des immeubles à Dakar ne reflétait pas la réalité économique du pays n'ont sans doute pas tort. L'Office des Nations unies pour la drogue et le crime ( **Onudc** ) vient, à travers une étude récente, de révéler qu'il n'y avait aucune traçabilité sur 240 milliards de francs Cfa sur l'immobilier en construction à Dakar sur les 250 milliards auxquels ces bâtis sont estimés. C'est **Mouhamadou Mbodj** du Forum civil qui l'a révélé lors de la signature, hier, d'une convention de partenariat, visant à renforcer la démocratie, la bonne gouvernance et la promotion des valeurs citoyennes, entre sa structure et le Conseil national du patronat sénégalais (Cnp). *"Aujourd'hui, sur l'immobilier en construction à Dakar, ils estiment à 500 millions de dollars (240 milliards de francs Cfa, Ndlr), les coûts de construction. Et de rapides investigations au niveau du système bancaire leur ont permis de voir qu'il y avait qu'une traçabilité sur 20 millions de dollars, soit 10 milliards de francs Cfa"*, dit Mouhamadou Mbodj. Qui s'interroge : *"Comment peut-on avoir une économie formelle, avoir des statistiques fiables et avoir aussi cette économie marginale qui bouscule l'économie officielle ? On voit que même si ces 240 milliards de francs Cfa ne viennent pas de la corruption, ils ont un lien avec le blanchiment d'argent. Ils ont des liens marginaux avec les transferts de compatriotes de la Diaspora"*. Le patron du Forum civil demande ainsi au Cnp d'exiger une régulation du secteur Btp pour mieux identifier ces flux financiers.

Il pense néanmoins qu'avec la signature de ce partenariat, c'est un nouveau départ qui sera opéré. *"La corruption, on ne peut pas la faire reculer au Sénégal sans le secteur privé et l'Etat. Elle affecte le secteur privé qui paie un tiers de ses gains à l'Etat. La corruption gangrène par des taux usuels, qui varient entre 10 et 15 %, la qualité et la permanence du service public"*, poursuit-il. Non sans indiquer qu'on peut trouver des moyens de s'enrichir sans efforts et qu'il urge de restaurer l'intégrité. Car, dit-il, une société corrompue tue le goût de l'effort et la gestion des activités publiques l'emporte souvent, en termes de motivation, sur l'implication dans des initiatives privées. *"On s'enrichit plus vite aujourd'hui au niveau de l'Etat qu'autour de l'entreprise où il y a plus de risques, d'aléas. L'administration publique est le siège de la corruption essentiellement. Ce n'est pas seulement au Sénégal. A l'échelle du monde, quand on regarde les pays les plus développés, c'est cette valeur qui est suprême, à savoir celle qui restaure le goût de l'effort"*, fait savoir le patron du Forum civil.

Mouhamadou Mbodj souligne, par ailleurs, que la société civile et la presse ne sont que des acteurs indirects dans ce processus de lutte contre la corruption, même si on en est arrivé à un niveau où les acteurs indirects ont pris les premières tranchées dans ce combat. Il pense qu'avec cet engagement de cette organisation patronale, l'espoir que cette question soit inscrite dans l'agenda national peut naître. *"Cela nous réjouit que le Cnp qui représente plus de 70 % de l'activité économique prenne les devants dans ce combat"*, dit Mbodj. Qui précise que les membres du Forum civil ne sont pas des politiques et qu'ils ont un ancrage dans l'économie en général et veulent une meilleure régulation de ce secteur. *"On est à la veille d'une importante crise financière. C'est ce que disent les experts. Une des raisons, c'est le choc entre l'argent illicite et l'argent licite. Il y a un lien entre les ressources tirées de la corruption, du blanchiment de l'argent sale et les raisons de cette crise internationale"*, ajoute-t-il.

Seyni DIOP